



# **PRIX DES DROITS DE L'HOMME de la République française « Liberté, égalité, fraternité »**

**Edition 2019  
10 décembre 2019**





# *Le PRIX DES DROITS DE L'HOMME de la République française « Liberté, égalité, fraternité »*

Le Prix des droits de l'homme de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité » est décerné chaque année depuis 1988 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

**Le Prix a vocation à distinguer des actions de terrain et des projets portant sur la protection et la promotion effectives des droits de l'homme, dans l'esprit de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, et de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, sans distinction de nationalité ou de frontière.**

Par ce Prix, la République française souhaite soutenir les actions individuelles et collectives en faveur de la défense et de la protection des droits de l'homme dans le monde. Le Prix reconnaît le rôle fondamental que joue la société civile, et en particulier les organisations non gouvernementales, dans la promotion et la protection de ces droits.

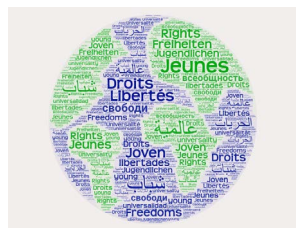
La France entend ainsi mettre à l'honneur et encourager les acteurs de terrain. En vertu de la valeur protectrice du Prix, les lauréats, parfois menacés dans leur pays à cause de leur action en faveur des droits de l'homme, sont placés sous la protection diplomatique des ambassades françaises à l'étranger.

**En cette année anniversaire des 30 ans de la *Convention internationale des droits de l'enfant*, la CNCDH a souhaité honorer les jeunes défenseurs des droits de l'homme.**

**A l'heure où les idéaux de fraternité et de solidarité sont malmenés dans le monde entier, la CNCDH a également souhaité récompenser les acteurs de la fraternité.**

**Cette année, le Prix est remis par Madame Nicole Belloubet, garde des Sceaux et ministre de la Justice, et par Madame Soraya Amrani-Mekki, vice-présidente de la CNCDH.**

# Les jeunes défenseurs des droits de l'homme



A l'occasion du 30<sup>ème</sup> anniversaire de la *Convention internationale des droits de l'enfant*, la CNCDH a choisi de récompenser l'action de jeunes défenseurs et défenseuses des droits de l'homme, engagés à titre individuel ou dans des associations, pour la promotion et la défense des droits de l'homme.

L'expression « défenseur des droits de l'homme » désigne toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, œuvre à la promotion ou à la protection des droits de l'Homme. Les défenseurs cherchent à promouvoir et protéger les droits civils et politiques ainsi qu'à promouvoir, protéger et mettre en œuvre les droits économiques, sociaux et culturels.

Les enfants qui agissent pour promouvoir leurs droits fondamentaux, les droits de leurs pairs ou les droits d'autrui (y compris les adultes) sont des défenseurs des droits humains.

Partout dans le monde, des enfants et des jeunes se mobilisent pour promouvoir et défendre leurs droits. La participation des jeunes défenseurs, les actions qu'ils mènent, l'expression de leurs points de vue influencent les décideurs au niveau national et contribuent au renforcement du cadre international des droits de l'homme.

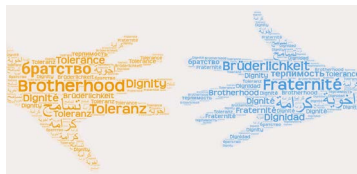


***Les Etats parties  
conviennent que l'édu-  
cation de l'enfant doit  
viser à inculquer à  
l'enfant le respect des  
droits de l'homme et  
des libertés fonda-  
mentales, et des  
principes consacrés  
dans la Charte des  
Nations unies.***



*Article 29b  
Convention internationale  
relative aux droits  
de l'enfant*

# Le devoir de fraternité



La fraternité proclamée dans l'article 1 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* repose sur la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les êtres humains, dignité et fraternité sont les fondements de l'universalité des droits de l'homme.

Dès lors, la mise en œuvre du principe de fraternité implique un effort de solidarité, le respect de l'autre, tolérance et bienveillance pour autrui, le rejet de toute attitude d'exclusion, le refus de recourir à la haine ou encore le refus de faire grief à quelqu'un en raison de son appartenance à un groupe social, ethnique ou religieux, de son sexe ou de son âge. La fraternité revêt alors une dimension altruiste et se conçoit comme l'aptitude à reconnaître, accepter et accueillir l'autre dans toute sa singularité.

Les personnes et organisations retenues par le Jury ont présenté un projet qui a pour objectif soit la mise en œuvre de l'impératif humanitaire de porter secours et assistance aux personnes qui en ont besoin sans considération d'origine, de religion, de situation sociale ou de statut administratif, soit la défense du devoir de fraternité par le soutien et le renforcement des capacités des personnes pour qu'elles et ils puissent défendre leurs droits.



***Tous les êtres  
humains naissent  
libres et égaux en  
dignité et en droits.  
Ils sont doués  
de raison et de  
conscience et doivent  
agir les uns envers les  
autres dans un esprit  
de fraternité.***



*Article 1  
Déclaration universelle  
des droits de l'homme*



# LES LAURÉATS



# Jeunes défenseurs des droits de l'homme



## Qosqo MAKI

### PÉROU

Fondée il y a près de 30 ans, l'association Qosqo Maki accompagne des enfants et des adolescents en situation de rue ou travaillant, dans la région de Cusco.

L'objectif de l'association est de soutenir le développement personnel de ces enfants et adolescents, âgés de 12 à 17 ans, en situation de rue et victimes de discriminations, en leur donnant les moyens d'être acteurs de changement pour eux-mêmes et pour la communauté, et en leur permettant de connaître et d'exercer leurs droits et leurs devoirs.

Qosqo Maki a mis en place quatre programmes :

- dortoir dont la gestion est assurée par les jeunes eux-mêmes ;
- ateliers de formation en boulangerie et menuiserie ;
- bibliothèque-ludothèque : espace de socialisation, d'apprentissage et d'échange entre les jeunes du quartier et les usagers du dortoir ;
- espace culturel : lieu de rencontres multiculturelles et d'apprentissage autour de la culture et de l'art.

Depuis sa création, ce sont plus de 4 000 jeunes qui ont bénéficié de l'accompagnement de Qosqo Maki.

Membre de divers réseaux au niveau national, l'association mène de plus en plus d'actions de plaidoyer, y compris au niveau des Nations unies, pour alerter sur la situation des enfants en situation de rue et pour valoriser leur savoir-être et savoir-faire.

Qosqo Maki souhaite créer un réseau national des enfants et d'adolescents en situation de rue pour promouvoir et défendre leurs droits. La création de ce réseau s'appuie sur une expertise développée au cours des années directement avec les enfants et adolescents concernés. Le lancement de ce réseau se fera à l'occasion d'une rencontre nationale à Cusco, co-organisée avec et par les jeunes. Le travail préparatoire à cette rencontre sera entièrement délégué aux jeunes qui devront mobiliser les acteurs locaux de l'enfance.

[www.qosqomaki.org](http://www.qosqomaki.org)

 [@asociacionqosqomaki](https://www.facebook.com/asociacionqosqomaki)





***Pour nous, il est avant tout essentiel que la voix des enfants et adolescents travailleurs et en situation de rue soit portée auprès des autorités gouvernementales afin de valoriser leurs capacités de décision et d'auto-gestion et ainsi de faciliter leur intégration au sein de la société.***



## **Le choix du jury**

La volonté de l'association Qosqo Maki de faire en sorte que les jeunes deviennent des acteurs à part entière de leur développement et de la construction de leur avenir a particulièrement retenu l'attention du jury. Cette démarche fait en effet écho à l'approche fondée sur les droits de l'homme que la CNCDH promeut. Le jury a souhaité soutenir le projet de création d'un réseau national d'enfants et de jeunes, dans lequel les enfants ne sont pas seulement considérés comme des bénéficiaires d'une aide, mais sont associés à la démarche comme de véritables promoteurs et défenseurs de leurs droits, en partageant leur expérience.



# Devoir de fraternité



**YOUTH INITIATIVE FOR  
HUMAN RIGHTS**

**CROATIE**

L'Initiative de la jeunesse pour les droits de l'homme (*Youth Initiative for Human Rights Croatia*) est une ONG fondée en 2008, qui a pour but de « prévenir le retour de la violence sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie ».

L'association porte au coeur de ses programmes **trois valeurs** :

- **la vérité** : pour l'élucidation des faits concernant les guerres de l'ancienne Yougoslavie ;
- **la justice** : pour rendre aux victimes leur dignité et reconnaître leurs souffrances par le biais de réparations et de la poursuite des responsables ;
- **la coexistence** : des citoyens de différentes appartenances ethniques, religieuse, pour vivre en paix dans le respect mutuel.

YIHR Croatie a lancé le projet « **Discours partagés - échos du passé** » en mars 2018. L'association a fait le constat que la jeune génération porte le fardeau des violences passées, et des discours dominants conflictuels qui perpétuent l'opposition entre les groupes ethniques, notamment en affectant la manière dont est enseignée l'histoire. **L'YIHR est convaincue que seul un dialogue ouvert fondé sur les**

**faits et non sur des mythes et des idées reçues permettra une réconciliation durable.**

Avec ce projet, les jeunes issus de pays et groupes ethniques différents sont invités à :

- **contester les discours conflictuels en se référant aux seuls faits** ;
- **élaborer de nouveaux discours et contrer ainsi les discours nationalistes pronant la violence et le conflit** ;
- **publier un recueil de ces discours** ;
- **susciter ainsi à un débat public** concernant les discours politiques et historiques dominant.

150 jeunes ont participé au projet entre mars 2018 et janvier 2019 : conférence de lancement organisée par eux-mêmes, visites d'étude dans les zones où les crimes de guerre ont été perpétrés, entretiens avec des victimes, des témoins et des activistes locaux ; puis rédaction du recueil.

Le livre est aujourd'hui en cours de fabrication et sera présenté dans les pays voisins ; des vidéos seront aussi réalisées. Tout sera mis en ligne sur <http://pastcontinues.org>

YIHR a été lauréate du Prix Vaclav Havel 2019.



***Mon engagement en faveur des droits de l'homme découle de mon expérience personnelle. J'ai grandi en tant que réfugié et fils d'un soldat actif. J'ai été témoin de la destruction de ma communauté et des séquelles du conflit, avec toute la méfiance, la peur et l'héritage de la violence. Adhérer à l'idée que toute personne a une valeur, des libertés et des droits inaliénables, c'est croire qu'il est inadmissible de porter atteinte à la dignité d'une personne. Et cela signifie que des situations de violations généralisées ne doivent jamais, jamais, nulle part, se produire contre qui que ce soit.***



## **Le choix du jury**

Le jury a été interpellé par la maturité des lycéens et étudiants engagés dans l'association et le projet « Discours partagés », conscients que la paix sociale aujourd'hui ne peut se faire qu'avec un regard objectif sur l'Histoire, et surtout des discours fondés sur des faits. Le jury salue l'engagement et le courage de ces jeunes qui n'hésitent pas à susciter des échanges entre les groupes ethniques en Croatie et avec les pays voisins, alors que certaines plaies de la guerre ne sont pas encore totalement refermées.

<http://yihr.hr/hr>

 @YIHR\_Croatia

 @YIHRCroatia

# Devoir de fraternité



**ALEKSEI PETRUSHEVSKY**

**KIRGHIZISTAN**

Depuis plus de 16 ans, **Aleksei Petrushevsky** est engagé dans la défense et la promotion des droits des enfants qui sont privés de soins parentaux.

Diplômé en 1997 en « Psychologie sociale », Aleksei Petrushevsky a commencé sa carrière dans l'école secondaire du village d'Hydrostroïtel. Il y modifie profondément le processus éducatif, en particulier l'accompagnement scolaire et périscolaire des enfants dits « difficiles », qui fréquentent peu l'école. En 2000, il est lauréat du prix « Dilgir » de la Fondation Méérîm.

En 2003, il prend la direction du « Centre de réadaptation des enfants et des jeunes ». Depuis, plus de 1700 enfants, âgés de 2 à 17 ans, y ont été accompagnés (enfants sans abri, toxicomanes, victimes de violences, enfants orphelins, abandonnés ou qui ont fui leur famille, enfants de migrants, enfants vendus en esclavage sexuel). Tous y ont bénéficié d'une éducation, d'un soutien social et de soins médicaux et psychologiques personnalisés, dans une atmosphère quasi familiale. Le centre

est devenu, pour ces enfants, une nouvelle maison.

En 2013, il réussit à faire construire un foyer pour les anciens enfants d'orphelinats et les jeunes, âgés de 16 à 23 ans, qui, à la sortie de l'orphelinat, se retrouvent souvent à nouveau dans la rue. Ces jeunes peuvent aussi bénéficier d'autres formes d'accompagnement pour s'insérer dans la société (aide à la recherche d'emploi, formation...)

Aleksei Petrushevsky a rapidement été victime de pressions de la part des autorités, car il a dénoncé la corruption et les dysfonctionnements entourant l'adoption. Le centre a fait l'objet d'inspections très fréquentes de la police financière et du procureur ; des articles diffamatoires contre ses activités et sa personne sont parus dans la presse, l'accusant notamment de traite des êtres humains. En 2019, malgré un état de santé dégradé, Aleksei Petrushevsky a été placé au centre de détention du Comité d'Etat pour la sécurité nationale et renvoyé de son poste. Sous la pression de la société civile locale et d'anciens orphelins accueillis au Centre de réadaptation, les autorités l'ont relâché et mis en résidence surveillée. Les procédures sont toujours en cours.



***Les enfants sont censés être heureux. Ils ne devraient pas être victimes de violence ni fragilisés d'aucune manière dans ce pays – dans ce pays et dans le monde entier.***

©UNICEF, 2009



### ***Le choix du jury***

Le jury a été unanimement impressionné par l'engagement de cet homme, qui, même victime de graves pressions de la part des pouvoirs publics, continue à se mobiliser pour les enfants et jeunes laissés pour compte.

Sa persévérance, malgré les obstacles qui lui sont imposés, pour le bien-être et l'insertion de ces enfants et jeunes, et son combat contre une corruption qui affecte directement le destin de ces enfants, doit être saluée.

## Devoir de fraternité



### REBUILD WOMEN'S HOPE

### RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

**Fondée en 2013 par Marcelline Budza, Rebuild Women's Hope est une association en RDC qui regroupe des femmes vivant dans la province du Sud Kivu, qui, ensemble, se mobilisent pour l'autonomisation et l'entrepreneuriat des femmes à travers la culture du café.**

L'association vise à permettre aux femmes de retrouver leur indépendance économique, de devenir des membres à part entière de la société, et ainsi de contribuer à améliorer le niveau de vie de leur communauté. L'association oeuvre dans une région où

le poids de la tradition est très important, les femmes se voyant confier uniquement les responsabilités liées au foyer. Elles sont en outre les premières victimes des guerres qui affectent la région.

***Reconstruire à  
travers  
l'espoir des  
femmes, celui  
d'une nation***

En 2015, en partenariat avec le fonds de Strauss coffee, RWH a lancé un projet visant à construire une station de lavage du café.

Afin de permettre aux femmes de devenir autonomes, par le biais d'activités génératrices de revenus, RWH les fait

**bénéficier de formations sur ces activités, comme le café ou la culture maraichère.**

Le projet présenté vise à créer un centre de métiers pour l'alphabétisation de 2000 femmes et hommes et pour

leur formation en activités génératrices de revenus.

L'association a été lauréate du Prix humanitaire Robert Burns en 2017.



***En RDC, la femme est considérée comme incapable de répondre aux besoins de sa famille et de sa communauté par un travail digne. J'ai créé Rebuild Women's Hope avec la volonté de lutter contre cette conception en réunissant un groupe de femmes productrices de café qui luttent contre ces inégalités dont les femmes sont victimes et rétablir la valeur du travail des femmes.***



### **Le choix du jury**

Le jury a souhaité récompenser ce projet porté par les femmes pour les femmes. Le jury salue particulièrement la démarche d'inviter les femmes, à rebours des traditions, à devenir économiquement et financièrement autonomes, et à pouvoir ainsi contribuer au bien-être de leur famille et de leur communauté, et de devenir actrices à part entière de leur société. La volonté de l'association d'associer aussi les hommes dans cette démarche mérite d'être soulignée, le changement de mentalités nécessitant l'implication de toutes et tous.

# Devoir de fraternité



## LOVE THE KIDS FOUNDATION

### RWANDA

**Jean Claude Muhire est un jeune socio-entrepreneur et défenseur des droits humains, engagé pour l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables, et fondateur de la Love the Kids Foundation.**

A l'été 2015, Jean Claude Muhire a fondé, avec d'autres jeunes, la Love the Kids Foundation, convaincu que permettre à des enfants vulnérables et défavorisés de sortir de leur condition contribue au bien-être de la société dans son ensemble. **La mission de la Fondation est d'améliorer le bien-être des enfants socialement et économiquement défavorisés**, vivant principalement dans la banlieue de Kigali, en leur apportant en particulier **l'éducation et le soutien médical et psychologique** approprié. LKF a aussi noué des partenariats pour leur trouver des familles d'accueil. La Fondation mène également des actions de plaidoyer pour améliorer la protection des droits des enfants des rues au Rwanda.

LKF a accompagné près de 150 enfants depuis sa création.

Aujourd'hui, au sein de la Love the Kids Foundation, Jean Claude Muhire souhaite **renforcer les capacités des enfants et des membres des familles** vivant dans la pauvreté au Rwanda, à travers trois projets :

- **renforcer la culture de la lecture** parmi les enfants, en leur demandant d'écrire eux-mêmes des histoires ;
- **évaluer les besoins des familles** ;
- **former les parents et les familles d'accueil aux droits de l'homme et à l'entrepreneuriat**. Une quarantaine de parents pourraient bénéficier de ce programme.

Jean-Claude Muhire a reçu plusieurs distinctions ces dernières années dont Africa Youth Awards 2016, Mandela Washington Fellow 2018... Il a récemment participé au Forum pour la Paix.







***Je me suis engagé dans le travail que je fais aujourd'hui en raison de mon histoire personnelle, de mon expérience et de la passion que j'ai pour le développement communautaire. En grandissant, j'ai connu des difficultés dans mon enfance et j'ai dû faire face à des situations complexes. Je crois que le fait de ne pas avoir de parents ne devrait pas priver les enfants de tous leurs droits d'enfant et leur faire rêver en grand. Je vis pour réussir.***



### **Le choix du jury**

Le parcours de Jean Claude Muhire et sa mobilisation pour sortir les enfants de la rue et faire évoluer la loi pour que leur vulnérabilité et leurs droits soient pris en compte ont particulièrement interpellé le jury. Les membres de la CNCDH ont souhaité soutenir les nouveaux projets portés par la Love the Kids Foundation qui visent à autonomiser les enfants en leur donnant le goût de la lecture, mais aussi les parents et les familles d'accueil notamment en les éduquant aux droits de l'homme.



# LES MENTIONS SPÉCIALES





## CHILD RIGHTS CONNECT

### SUISSE

[www.childrightsconnect.org](http://www.childrightsconnect.org)

 @childrightsconnect

 @ChildRightsCnct



## AUNG KYAW MOE

### MYANMAR

 @akmoe2

Child Rights Connect est un réseau d'associations qui oeuvre à la **réalisation des droits des enfants à travers le système des droits de l'homme des Nations unies en conseillant les défenseurs des droits des enfants et les enfants eux-mêmes sur les méthodes de participation et d'influence dans cette enceinte internationale**. En 2018 Child Rights Connect a créé une Equipe Consultative d'Enfants, venant de 19 pays différents, qui a participé à l'organisation et l'animation de la Journée de Débat Général, permettant la participation des enfants aux Nations unies. Le projet présenté propose de créer une nouvelle Equipe Consultative d'Enfants en 2020, notamment par le biais d'un mentoring des nouveaux enfants par les « anciens » de l'Equipe Consultative.

 **Le projet** a retenu l'attention du jury car il s'inscrit au cœur même du concept de « jeune défenseur des droits de l'homme » que Child Rights Connect a contribué à développer. **Croire en la capacité des enfants à défendre eux-mêmes leurs droits, en participant aux discussions qui les concernent, même au plus haut niveau, est une démarche essentielle pour la défense des droits de l'homme dans le monde de demain.**

Aung Kyaw Moe est originaire de l'Etat du Rakhine et issu de la minorité des Rohingyas. Confronté très tôt à des discriminations pour son appartenance à cette minorité, il travaille dans le domaine des droits de l'homme et de l'humanitaire. De retour au Myanmar après plusieurs années à l'étranger, il crée le Center for Social Integrity (CSI) qui devient en 2017 un **acteur incontournable de l'accès humanitaire** dans le contexte d'opérations militaires forçant des centaines de milliers de Rohingyas à fuir le Myanmar. La même année, Aung Kyaw Moe **crée un programme visant à former des jeunes à devenir leaders dans la promotion des droits de l'homme et des principes humanitaires**, notamment dans l'Etat du Rakhine. Il propose aujourd'hui de créer un réseau de ces jeunes issus de divers milieux ethniques et religieux, pour pérenniser leurs actions dans leurs communautés.

 **Le jury** a tenu à saluer le courage et la force de conviction d'Aung Kyaw Moe. Il a été particulièrement sensible à sa **volonté, au-delà de l'aide humanitaire, de promouvoir la tolérance, le dialogue inter-ethnique, pour faire des jeunes des militants de ces valeurs et de la paix.**



## Tous Migrants

### FRANCE

<https://tousmigrants.weebly.com/>

 @tousmigrants  
 @MigrantsTous



## ANAFE

### FRANCE

[www.anafe.org](http://www.anafe.org)

 @anafeasso  
 @anafeasso

Fondé par des citoyens indignés par le drame qui se joue à leur porte, à la frontière franco-italienne, le Mouvement citoyen Tous Migrants vise à **porter secours aux personnes en danger dans cette région alpine**, afin de permettre l'accueil inconditionnel auquel elles ont le droit. Le mouvement mène également des **actions de sensibilisation, notamment dans le Briançonnais, autour du concept de fraternité**. Le mouvement souhaite formaliser la mise en place d'une antenne mobile pour poursuivre ses activités de plaidoyer et de sensibilisation auprès de tous les publics présents dans les zones de passage migratoire particulièrement dangereuses, comme les cols.

Depuis trente ans, l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE) agit en faveur des personnes en zones d'attente et aux frontières. **Le collectif mène des actions opérationnelles en soutien aux étrangers maintenus dans ces zones, aux professionnels qui interviennent auprès des personnes, et en tant qu'observatoire des pratiques de maintien et de refoulement aux frontières françaises**. L'ANAFE conduit également un **travail de sensibilisation et de plaidoyer** afin que les personnes arrivant aux frontières ou maintenues en zones d'attente puissent jouir pleinement de leurs droits.

 **Le jury** a souhaité soutenir la mobilisation des citoyens du mouvement Tous migrants, engagés au nom du devoir de fraternité, pour secourir les personnes en danger dans leur parcours migratoire, particulièrement dans la zone alpine de la frontière franco-italienne où le mouvement s'est constitué. La CNCDH avait été choquée par les pratiques illégales, inhumaines et contraires aux valeurs de solidarité à leur rencontre.

 **Le jury** a tenu à saluer le rôle très important que joue l'ANAFE. Cette association a su conquérir un droit d'accès et de regard unique sur les zones d'attente et aux frontières; **elle permet qu'en particulier les zones d'attente ne soient pas des zones non-droit pour des personnes fragilisées et vulnérables**.



**RADIO ERENA**

**FRANCE**

<http://erena.org>

 @radioerena

 @RadioErena

Radio Erena est une radio associative en exil, diffusée en Erythrée et basée à Paris. Elle a été fondée en juin 2009 à l'initiative de Biniam Simon, ancien journaliste vedette de la télévision nationale erythréenne, pour que les Erythréens aient accès à une information libre et indépendante dans un pays vivant sous un régime dictatorial depuis 2001.

La radio permet de créer et de renforcer le lien entre la diaspora et la population locale, et contribue aussi à renforcer la société civile erythréenne en proposant des programmes d'éducation citoyenne (éducation aux droits humains et à la démocratie, entre autres). Pour le fondateur, l'enjeu est de **préserver le sentiment d'unité et de fraternité** parmi les Erythréens.

 **L**e jury a tenu à encourager cette initiative inédite, qui est une belle illustration de la fraternité qui unit les citoyens d'un même pays au-delà des frontières, et malgré la répression politique, et du rôle fondamental des journalistes, acteurs clés de la démocratie.



Créée en 1947, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est l'Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme (INDH) française, accréditée de statut A par les Nations unies.

L'action de la CNCDH s'inscrit dans plusieurs missions :

- conseiller les pouvoirs publics en matière de droits de l'homme ;
- contrôler l'effectivité des engagements de la France en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire ;
- assurer un suivi de la mise en oeuvre par la France des recommandations formulées par les comités de surveillance internationaux et régionaux ;
- participer à l'éducation et à la formation au respect des droits de l'homme
- alerter l'opinion et sensibiliser le grand public aux droits de l'homme.

L'indépendance de la CNCDH est consacrée par la loi. Son fonctionnement s'appuie sur le principe du **pluralisme des idées**. Ainsi, seule institution assurant un dialogue continu entre la société civile et les experts français en matière de droits de l'homme, elle est composée de 64 personnalités qualifiées et représentants d'organisations non gouvernementales issues de la société civile

**La CNCDH est le rapporteur national indépendant depuis 25 ans sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, et sur la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains depuis 2014, sur la mise en oeuvre des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux droits de l'homme et aux entreprises depuis 2017 et sur la lutte contre la haine anti-LGBT depuis 2018.**

Elle est également la **Commission de mise en oeuvre du droit international humanitaire**, au sens du Comité international de la Croix Rouge.

contact presse :  
[celine.roche@cncdh.fr](mailto:celine.roche@cncdh.fr)  
06.45.18.72.87

20 avenue de Ségur, TSA 40 720  
75 334 Paris Cedex 07  
01.42.75.77.09  
[cncdh@cncdh.fr](mailto:cncdh@cncdh.fr)  
[www.cncdh.fr](http://www.cncdh.fr)

 @CNCDH  
 @cncdh.france